



REPUBLIQUE FRANCAISE

Département  
de  
L'ESSONNE  
Arrondissement  
de  
PALAISEAU

## COMMUNE DE VILLEJUST

ARRÊTÉ N° 2024- 010

Portant permission de voirie

Chemin de Courtaboeuf

Le Maire de la commune de VILLEJUST,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**CONSIDERANT** la demande par laquelle la société SPIE CITYNETWORKS domiciliée 12, avenue de l'Entreprise – Campus Saint-Christophe - 95863 CERGY demande l'autorisation d'effectuer une intervention, par la société NALOS SOLUTIONS TECHNOLOGIES, de tirage de câbles de fibre optique sur une portion de chaussée du Chemin de Courtaboeuf, à partir du mercredi 13 mars 2024 pour une durée d'un mois,

**CONSIDERANT** qu'afin de permettre le bon déroulement des dits travaux et d'assurer la sécurité des personnes et des biens, il convient de prendre les mesures nécessaires,

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à intervenir, sur une portion du chemin de Courtaboeuf, à partir du mercredi 13 mars 2024 pour une durée d'un mois.

**ARTICLE 2 :** Avant toute exécution des travaux, le pétitionnaire sera tenu de se mettre préalablement en rapport avec les services possédant les installations et canalisations dans la partie de la chaussée transformée, en particulier avec les administrations de France télécom., d'ENEDIS, de GRDF, du service des eaux (notre concessionnaire : SUEZ) et de l'éclairage public (notre concessionnaire : entreprise SEIP)

**ARTICLE 3 :** L'intervention sera entreprise par les soins et aux frais du pétitionnaire. Celui-ci devra se charger de mettre en place une signalisation verticale et horizontale. Le chantier ne devra pas entraver la libre circulation des riverains ainsi que le libre écoulement des eaux et l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile.

**ARTICLE 4 :** La durée des dépôts de matériaux qu'il pourrait être nécessaire d'effectuer sur la voie publique n'excédera pas 1 mois.

**ARTICLE 5 :** Le pétitionnaire sera tenu responsable son intervention. Il aura la charge de la remise en état des lieux en fin de chantier.

**ARTICLE 6** : La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 7** : Le Maire, la police municipale ainsi que tous les agents assermentés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché en mairie et dont l'ampliation sera transmise à :

- la société SPIE CITYNETWORKS,
- la société NALOS SOLUTIONS TECHNOLOGIES,
- La police municipale de Villejust.

**Article 8** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villejust, le **12 MARS 2024**

Le Maire,



Igor TRICKOVSKI

Affiché le : **12 MARS 2024**

Ampliations transmises le : **12 MARS 2024**